

**PERSPECTIVES
TUNISIENNES**
**Groupe
d'études
et
d'Action
Socialiste**

Pour toute correspondance :

La Vieille taupe, pour « Perspectives » — Librairie :
1, rue des Fossés-Saint-Jacques — Paris-5^e.

SOMMAIRE

	Pages
— Le régime aux abois	2
— La comédie de la prestation du serment ..	2
— Le 17 novembre, journée du Vietnam, et de l'Université de Tunis	3
— En marge du 17 novembre	5
— En Tunisie l'arbitraire est de règle	6
Dossier Vietnam-Tunisie :	
— Comment le peuple vietnamien remporte des victoires sur l'impérialisme américain ..	7
— Document du F.N.L.	8
— Solidarité avec le peuple vietnamien	11
— La lutte pour la libération de B.J. continue	12
— Les étudiants de Paris solidaires avec Ben Jennet	13
— A propos de Ramadan 67	14
— Après le Séminaire d'Alger	15

LE REGIME AUX ABOIS

La comédie de la prestation générale de serment tenait de l'acte magique : les paroles incantatoires, répétées par les foules à la suite de quelque officiant jouant les sorciers, étaient censées montrer la cohésion du pays et la ressouder encore plus. Le rite aurait dû satisfaire le pouvoir et on aurait pu s'attendre à ce que rien ne contredise, pendant quelque temps, l'euphorie née de la cérémonie et dont témoigne le déluge d'éditoriaux et d'articles de la « presse nationale » consacrés à l'événement.

Mais le Pouvoir ne se fait pas d'illusion sur la magie, même s'il y recourt, car il sait qu'elle ne pourra changer les sentiments du pays, à savoir la désaffection de plus en plus réelle des masses à l'égard du régime, leur mécontentement devant la dégradation de leur niveau de vie, leur peu de foi dans les promesses qui leur sont faites. Il sait également que la magie n'apportera pas les solutions des problèmes que sa politique s'avère de moins en moins capable de résoudre.

Aussi, à côté de la magie, c'est surtout sur son appareil de répression que le Pouvoir compte pour se maintenir. C'est ce qu'il a montré avec évidence ces dernières semaines, ce que nous réaffirmons dans notre numéro 15, ce que nous illustrons dans le présent journal. En l'absence de manifestations populaires, cet appareil est mobilisé contre tous ceux qui sont susceptibles de remettre en cause un quelconque aspect de la politique du destour et peut-être ainsi déclencher un mouvement plus général.

Et, ce n'est pas étonnant, les premiers visés sont les intellectuels et les étudiants. Ce sont eux qui ont eu droit à l'impressionnant déploiement de force dans Tunis, mise pratiquement en état de siège les 17 et 18 novembre. Ce sont eux qui captent l'attention professionnelle des policiers qui semblent s'être multipliés, pour les suivre mieux. Ce sont eux qui sont le sujet de préoccupation de toutes les instances de l'Etat, ce sont eux qui sont concernés par la série d'éditoriaux de « l'Action », dont le caractère policier le disputait à la petitesse. Ce sont eux enfin à qui sont consacrés la plupart des délibérations des instances du Parti au pouvoir.

Un appareil d'Etat tout entier mobilisé, un Parti comme le Destour orienté exclusivement sur la façon de contrer l'opposition intellectuelle, toutes les forces de répression sur pied de guerre en prévision d'une éventuelle manifestation d'étudiants, voilà qui contredit l'autosatisfaction affichée plus tôt, voilà qui ressemble à une panique généralisée sans aucun rapport avec la puissance du mouvement de la gauche étudiante.

Cette panique devant un mouvement qui ne devait pas, en principe, mettre directement en cause le gouvernement tunisien, mais seulement marquer la solidarité avec le Vietnam agressé, ne peut avoir qu'une explication : ce régime, qui passe son temps à faire remarquer sa stabilité, qui se fait décerner des brevets de sagesse par tous ses visiteurs, ce régime est loin d'être fort, il est au contraire très faible. Pis encore il se décompose continuellement et craint la moindre secousse, si lointaine et si faible soit-elle, qui pourrait faire s'écrouler l'édifice.

Le discours dans lequel Bourguiba présentait récemment le budget 1968 à l'Assemblée Nationale, a pour la première fois laissé percer des inquiétudes : la situation économique ne s'améliore pas, au contraire. Deux années consécutives de mauvaises récoltes font craindre une dégradation de la situation à la campagne et une augmentation du coût de la vie, avec, comme inévitable conséquence, une aggravation de l'isolement social du régime.

Dans ces conditions et parce qu'il ne veut pas mettre en cause les privilégiés, les bourgeois et les nantis et qu'il est incapable de mobiliser l'énergie populaire, le régime ne peut que s'attacher encore plus à la charette américaine. C'est de l'aide de Johnson que dépend la survie du régime, aussi celui-ci ne veut pas lui déplaire. Pas de manifestation anti-américaine ! C'est l'impératif prioritaire du régime. C'est aussi un pas de plus dans l'escalade de la soumission à l'impérialisme le plus hideux, un nouveau morceau d'indépendance qu'on vend, si peu de temps après la cérémonie du serment aux martyrs de Bizerte !

Dans son affaiblissement continu, le régime s'appuiera de plus en plus sur l'aide américaine et sur la répression. Cela n'est pas étonnant, dans tous les pays du Tiers Monde le dollar et le policier s'épaulent mutuellement. Quant à nous, cela nous renforce dans notre conviction que la lutte anti-impérialiste que nous avons à mener est inséparable de la bataille contre le régime d'injustice et de répression qui se baptise « socialiste destourien ».

Que cette double lutte soit à son début, nous n'en doutons pas. Que nous ayons encore beaucoup à faire pour mobiliser les masses n'est pas moins vrai. Mais ce que nous savons également, c'est que la politique du régime lui-même l'amènera à se dénoncer de plus en plus comme un valet de l'impérialisme américain et à se démasquer toujours davantage comme un régime anti-populaire. Ce faisant, il ne pourra que faciliter la compréhension de notre lutte par le peuple tunisien.

La comédie de la prestation de serment : Mise en scène sans acteurs

Si l'usurpation et l'escroquerie ne sont pas des monnaies nouvelles pour le régime, il n'en commence pas moins à user de nouvelles formes. En effet, après les rituelles usurpations de la lutte du peuple au profit d'un seul homme et de la bourgeoisie qu'il représente,

après l'usurpation de la mémoire de Hached pour mystifier la classe ouvrière, c'est le sang des martyrs tombés par milliers à Bizerte qu'on veut maintenant troquer contre la bienséance du régime des nantis et des exploités.

Commencée le 15 octobre, anniversaire de l'évacuation de Bizerte, la mascarade de la prestation de serment allait s'étendre sur des semaines entières au cours desquelles on n'arrête pas d'étaler les scènes de théâtre où les metteurs en scène se couvraient de ridicule là où ils voulaient inspirer la dévotion.

Derrière cette mise en scène, se cachent des symptômes révélateurs de la vraie nature du pouvoir toujours à la recherche du masque qui convient le mieux à son visage :

1) Dans sa forme, la comédie du serment est plus que significative : par le cérémonial qui a marqué l'atmosphère, qu'on voulait mystique, des séances de prestation de serment, le pouvoir renoue avec la tradition qui le caractérise de vouloir créer des mythes inculqués en guise d'éducation des masses et destinés à voiler la vérité au peuple.

Mais les mythes se sont avérés insuffisants et le pouvoir a dû recourir à une pratique elle aussi traditionnelle : la pression et la menace. On obligea les gens à fermer boutique pour aller prêter serment et montrer leur adhésion « massive » et « spontanée » au régime. Qui oserait enfreindre la consigne quand il sait que cela l'exposerait à l'arbitraire et au châtement ? Mais la menace elle-même n'a pas suffi et on a dû recourir aux institutions officielles : les administrations prêtèrent serment, l'Université, les écoles et l'armée même y passa.

La parenté avec les pratiques fascistes ne manqua pas d'apparaître clairement : les enfants du primaire apprirent par cœur un texte auquel ils ne comprenaient rien et qui clamait la fidélité à l'Union Nationale et l'importance d'assurer « le prestige et l'invulnérabilité de l'Etat », il ne manquait que le « mein fuhrer »... Fasciste, le serment l'est aussi par ses visées ; Bourguiba ne l'a-t-il pas confirmé, qui disait dans son discours : « Le serment nous engage à *admettre sans rechigner* les réformes de structures économiques... ? Lier les masses par des serments forcés à se soumettre à la

loi de l'exploitation, n'est-ce pas là une pratique dans la meilleure tradition mussolinienne ?

2) Au delà de la forme, le serment est aussi significatif dans le fond :

— le premier enseignement, c'est que le régime n'a plus confiance en lui-même, ne croit plus à son propre mensonge de loyauté des masses. Les manifestations du 5 juin qui ont vu le peuple descendre dans la rue, pour la première fois depuis des années, sans que cela soit une manifestation sur commande, ont été ressenties comme un affront par le régime, lui montrant que l'adhésion des masses qu'on clamait d'autant plus fort qu'on n'y croyait pas, était une belle chimère. Et, faute d'avoir une adhésion par le fait, on y substitue une adhésion par le mot.

Se sentant de plus en plus isolé, et assistant à l'extinction de son étoile, Bourguiba voulait redorer son blason par une action de propagande à grande échelle. Le projet était dès le départ voué à l'avortement et le sort de l'entreprise à l'échec : les caméras filmaient des foules froides et impassibles, des troupes entières de journalistes et de speakers se déplaçaient à grand fracas dans les Facultés pour rapporter la prestation du serment par le Doyen, le Secrétariat Général, quelques professeurs, mais d'étudiants, point !

Aussi bien au niveau des intellectuels qu'à celui des masses, la comédie n'a pas accroché, car, quand le ventre crie famine, l'heure n'est pas aux élucubrations, ni aux serments. Nos étudiants ne s'y sont pas trompés, eux qui ont boycotté en masse la mascarade. D'autres intellectuels, moins courageux, se contentèrent de désapprouver et de dauber par des rires étouffés sur une entreprise à propos de laquelle ils ne nourrissaient pas d'équivoque.

Par elle-même, la bataille de Bizerte a coûté assez cher à notre peuple qui a payé de son sang pour sauver le régime de la déroute, à un moment de complet isolement. Aux abois plus encore qu'en 1961, le pouvoir n'est plus capable de rééditer la tragédie de Bizerte : il ne lui reste plus que la farce et c'est là un signe patent de sa décrépitude.

Le 17 Novembre :

Journée du Vietnam...

...et de l'Université de Tunis

Depuis les manifestations du 5 juin dernier, tout le monde prévoyait une rentrée mouvementée à l'Université de Tunis. Pour tous les observateurs et en particulier les ambassadeurs étrangers qui ont envoyé des rapports dans ce sens à leurs gouvernements, les étudiants allaient sans aucun doute organiser des manifestations contre le pouvoir. On avait d'abord cru que ce serait le 21 octobre. On décida finalement que l'épreuve de force aurait lieu le 17 novembre, à propos du Vietnam.

Et, de fait, le 17 novembre fut le premier essai, le premier affrontement... silencieux entre les étudiants et l'appareil de répression ; il fut aussi la première

— et éclatante — mise à nu de la nature de l'équipe dirigeante de l'U.G.E.T. pour l'année en cours.

En effet, à l'appel lancé par l'Union Internationale des Etudiants, il y a eu plusieurs réponses... négatives, en face de celle des étudiants progressistes et anti-impérialistes tunisiens.

D'abord, et en écho au fameux discours de cet été du Comédien Suprême, un déluge d'éditoriaux de l'Action, plus innombrables les uns que les autres. Signalons le zèle policier qui se manifeste, sous la plume de M. Jaafar, directeur de l'Action, dans son ignoble article intitulé « Les étudiants face aux provocateurs ». Il est

vrai que pour les valets des valets, parler de solidarité avec ceux que le maître américain agresse est... une provocation !

Signalons aussi, puisqu'on ne peut le passer sous silence, le stupéfiant papier pondu par le directeur du P.S.D. en personne, où le cynisme le dispute à l'ignorance, la grossièreté à la canaillerie et la bassesse à la couardise : tout au long de deux interminables colonnes, le virtuose est parvenu à ne jamais écrire, à propos du Vietnam, le mot Amérique ! Et cet appel à la soumission devant la force ne le caractérise-t-il pas, lui qui reproche au petit peuple vietnamien de vouloir « battre et humilier un colosse » ? Les étudiants se sont bouchés le nez devant l'odeur que répandait l'Action du 14 novembre...

Les ministres mobilisés pour la circonstance, se sont relayés aux Congrès des cellules destouriennes, que l'on a fixé pour cette semaine tant on manque de confiance même dans les étudiants destouriens ! Le mot d'ordre était à chaque fois : « occupez-vous de vos études et non de ce qui se passe à l'étranger... » Et les élections de corps de l'U.G.E.T. ont été reportées à la semaine suivante pour éviter des réunions où auraient pu être posés des problèmes.

Le bouquet enfin : l'U.G.E.T., membre associé de l'U.I.E. a lancé des tracts, non pas pour mobiliser les étudiants à l'appel de la Centrale Internationale et les appeler à se solidariser avec le Vietnam agressé et martyr, mais au contraire pour leur dire : « Vous serez sévèrement châtiés », « vous serez seuls responsables des conséquences de vos actes »...

A côté de cette agitation « intellectuelle » si l'on peut dire, la bonne vieille pratique de la répression concrète de la répression : dès avant le 17 novembre on a remarqué des mouvements devant la police et les casernes de la garde nationale et de l'armée (dont le rôle est de plus en plus ouvertement la répression intérieure). Les flics en civil disputaient leurs lieux de fréquentation aux étudiants, se multipliant dans les cafés, au restaurant universitaire, dans les couloirs de l'Université et jusque dans les salles de cours et les amphithéâtres. A côté de cette fébrile agitation d'étudiants flics et de flics étudiants, la police procédait à tout hasard à de longs interrogatoires d'étudiants, à la fois pour sonder et pour intimider tout le monde.

Les militants anti-impérialistes de l'U.G.E.T., quant à eux, ont attendu sans grand espoir que la direction de leur syndicat mobilise les étudiants et parraine la manifestation de solidarité. Le lachage de la base par la direction, manifesté odieusement dans le tract poltron dont il a été question n'a étonné pas même les « bleus » ou les lycéens.

Tenant compte de la situation générale à l'Université et des préparatifs du Pouvoir, les étudiants progressistes anti-impérialistes ont lancé les mots d'ordre de grève générale par l'absence aux cours. Ces mots d'ordre, inscrits sur les tableaux noirs, ont entraîné la multiplication par cinq des ouvriers de l'Université dont le seul travail était d'effacer les tableaux sous la surveillance de policiers en civil !

Dès le 16 novembre au soir, la mobilisation pour la répression était à son plus haut point : les flics et leur matériel étaient braqués vers les locaux des facultés, prêts à bondir, tandis que des patrouilles sillonnaient Tunis dans tous les sens. Autour des locaux des représentants de l'impérialisme (Ambassade, Centre Culturel, Mission Américaine,...) l'orientation était différente : tout aussi nombreux, les flics étaient alors le dos vers

ces locaux, plus menaçants que jamais. Ces nuances n'ont pas échappé aux tunisois qui chuchotaient et attendaient le choc...

Se demander après tout cela si la grève a réussi ou échoué est un faux problème. Le premier succès de la journée est incontestablement que la provocation n'a pas eu de succès et que les étudiants ont gardé leur sang froid. Dès lors, la question est plutôt de savoir dans quelle mesure les mots d'ordre de grève ont été suivis. Le nombre de ceux qui ont répondu à l'appel et qui ont fait grève a été estimé à la moitié à peu près des étudiants, car si certains cours et surtout certains T.P. ont été fréquentés à peu près normalement, des sections entières fermèrent boutique ce jour là, plus particulièrement dans les années de fin de licence ; et même dans les cours les plus fréquentés, le vide était remarquable.

Les étudiants progressistes anti-impérialistes ont tiré d'importantes leçons de cette journée : par le sérieux de leurs mots d'ordre, par le respect avec lequel ils les ont observés, les étudiants progressistes ont montré leur sens de la responsabilité réelle, directement et non par personne interposée, et ont prouvé qu'ils sont l'avant-garde de l'Université. Ils sont décidés à continuer dans cette voie.

D'autre part, à cette occasion, les bureaucrates de l'U.G.E.T., dans leur dévouement servile au gouvernement et par leur mobilisation aux côtés de la police, se dévoilèrent à tous comme les continuateurs, en plus dociles encore (incroyable mais vrai !) de leurs aînés. Ils ont également démontré qu'ils ne se soucient que de leurs intérêts, confondus avec ceux des ennemis des étudiants démocrates, et liés à ceux des impérialistes américains, qui oppriment et assassinent le peuple vietnamien.

Enfin, par son opposition résolue à cette grève, par l'affolement de son appareil répressif, le Pouvoir et son Parti ont montré une fois de plus qu'il ne sont que les valets de l'impérialisme américain et comptent de plus en plus sur la force pour se maintenir et résoudre les problèmes immédiats. Ils viennent de prouver à tous, même aux simples citoyens, que l'Université est prise au sérieux.

Il ne faut cependant pas sous estimer les difficultés de mobiliser les étudiants, même si leur sympathie va au peuple vietnamien et non à l'impérialisme américain. Comme nous le soulignons dans notre dernier éditorial, les tunisiens dans l'ensemble, et même les étudiants, sont très peu informés sur le Vietnam et ne sentent pas à quel point ce problème est le nôtre. Le déroulement de la grève du 17 novembre le confirme encore : la panique du Pouvoir ne prouve pas que les idées révolutionnaires se soient déjà emparées de l'Université.

Les progressistes doivent en être conscients : leur bataille n'est pas une affaire de quelques jours ou de quelques mois, leur lutte ne progressera pas de façon linéaire ; il y aura des avances et des reculs, des mobilisations et des reflux, des périodes de mouvement rapide en avant et d'autres d'isolement... s'ils le savent, s'ils ne se découragent pas, les étudiants progressistes peuvent être persuadés que la majorité des étudiants sera un jour, avec l'ensemble des masses tunisiennes, complètement opposée à ce Pouvoir et à son régime.

En attendant, ils continuent de proclamer :

**A bas le valet de l'impérialisme
A bas l'impérialisme américain
F.N.L. vaincra**

EN MARGE DU 17 NOVEMBRE

Pas de témoins gênants

En prévision des manifestations on avait ramené à la caserne d'El Aouina les « bataillons de choc » spécialement entraînés à Bouficha pour contrer les manifestations populaires. Des chocs violents se sont produits... entre militaires, policiers et gardes nationaux à propos des manœuvres qu'ils allaient effectuer. Devant la tournure des événements les autorités militaires ont préféré envoyer à la caserne de Kélibia ceux parmi les étudiants qui effectuent leur service militaire à la caserne d'El Aouina, et par la même occasion de leur supprimer leurs permissions plusieurs semaines. On sait que depuis le procès du 24 décembre 1966, il reste encore cinq étudiants qui font leur service militaire en guise de châtement, trois d'entre eux sont à El Aouina et les deux autres à Kélibia.

Assistance technique américaine à la Sûreté Nationale ?

Tahar Belkhodja, Directeur Général de la Sûreté Nationale, était-il en train de rassurer l'ambassadeur des Etats-Unis sur la Sécurité de son ambassade le 17 novembre ? ou bien lui demandait-il conseil sur la façon d'agir ? ou bien lui demandait-il conseil sur la façon de son département ? Toujours est-il que l'on s'est étonné de voir l'Ambassadeur U.S. rendre une longue visite au Directeur de la S.N. le jeudi 16 novembre. Mais on sait bien que les Etats-Unis sont spécialistes de la répression, et il s'agissait, en cas de manifestation de ne pas rater la répression !

Flics-étudiants et étudiants-flics

On a appris à Tunis, avec des sentiments partagés, que la Sûreté Nationale avait accordé des compléments de bourse à de nombreux étudiants (200 selon certains) chargés de ne pas laisser échapper le moindre signe d'activité de la gauche à l'Université. Quand on sait que, par ailleurs, de nombreux inspecteurs sont inscrits à l'Université et quelques étudiants sont boursiers complets de la D.S.N., on a une idée de la concentration policière dans l'Université de Tunis, considérée par le Pouvoir comme le foyer n° 1 de subversion. Il semble cependant que cette concentration est insuffisante, puisque la Sûreté Nationale est persuadée que les étudiants avaient décidé de manifester le 17 novembre, à l'occasion de la journée de l'U.I.E. contre l'agression américaine au Vietnam, alors qu'il n'en était rien. Ira-t-elle jusqu'à installer un poste de police à l'intérieur de chaque local universitaire ?

De toutes façons, quel que soit leur nombre, les « flics-étudiants » et les « étudiants-flics » ne sauraient empêcher la majorité de nos étudiants d'avoir les yeux

ouverts et de refuser toujours plus fermement de soutenir un régime qui, non seulement ne leur offre aucune perspective réelle, mais encore les considère comme ses principaux ennemis.

Répression contre les étudiants

— Arrestation arbitraire d'un militant de l'U.G.E.T.

Au début du mois de novembre, un étudiant en Lettres Françaises, Moncef Lemkacher a été arrêté et interrogé pendant trois jours dans les locaux de la Sûreté. Il y a subi des tortures, appliquées avec sadisme dans le but de lui faire donner des informations sur les intentions des étudiants de gauche quant à la journée du 17 novembre et de connaître les noms des militants. Il faut noter que la police n'a même pas cherché à donner une justification quelconque à cette injuste arrestation, trouvant sans doute normal de séquestrer n'importe quand toute personne jugée susceptible de lui donner les renseignements qu'elle est incapable de se procurer toute seule. Outre le caractère inadmissible de ces méthodes, il nous faut dénoncer la tendance toujours plus importante de la police de faire exécuter son travail par l'intermédiaire de citoyens qu'elle brutalise ou sur lesquels elle exerce des pressions diverses.

— Surveillance policière appliquée à des étudiants de gauche

D'autres étudiants sont aussi l'objet de mesures aussi arbitraires de la part de la police. Il faut citer Mongi Denguezli, qui avait été condamné à trois mois de prison avec sursis au procès de décembre de l'année dernière, et qui a de nouveau été interrogé pendant une journée par la police politique. De nombreux étudiants de gauche ont été l'objet d'une étroite et indiscrete surveillance de la police qui s'est attachée à leurs pas pendant une semaine. Ainsi Salah Zeghidi, qui avait été acquitté l'année dernière lors du mois de décembre, a passé le week-end du 18 novembre à Sfax et Djebeniana, son village natal, sous l'escorte continue de trois policiers qui l'ont suivi depuis Tunis.

— Le vol qualifié, travail de flic ?

Le jeudi 16 novembre, vers minuit, un étudiant en médecine, Brahim Razgallah, militant de l'U.G.E.T., également surveillé, rentrait chez lui, « filé » par deux policiers en civil, lorsque l'un d'eux se précipita sur lui, lui arrachant sa serviette avant de prendre la fuite. Le second continua tranquillement sa filature... Malgré la plainte qu'elle a déposé au commissariat, la victime de ce vol a fort peu de chances de récupérer ses cours... En attendant, nous sommes édifiés sur les méthodes de la police.

En Tunisie, l'arbitraire est de règle...

Arrestations préventives dans le Sud

Quelques jours avant le voyage du Président Bourguiba dans le Sud — décidé précipitamment en relation, semble-t-il, avec les manifestations étudiantes prévues par le Pouvoir pour le 17 novembre — de nombreuses personnes ont été arrêtées, généralement de nuit, à Gabès, El Hamma et dans les localités que devait visiter le Président. On ne possède aucune précision sur ces arrestations, sinon que les suspects ont été ramenés à Tunis immédiatement, et devaient être libérés à l'issue de la tournée présidentielle. Il semble qu'il se soit surtout agi de personnes qui ont été plus ou moins liées au mouvement youssefiste de 1956 et dont on craignait qu'ils ne provoquent des incidents. Quoiqu'il en soit, voici une nouvelle manifestation de la désinvolture avec laquelle le Pouvoir traite les droits des citoyens.

L'arbitraire érigé en principe

Nous avons appris que Messaoud Chabbi, tunisien qui a longtemps vécu en Syrie et au Moyen-Orient et qui s'y est distingué en tant que bâassiste, est rentré récemment en Tunisie. Dès son arrivée à l'aéroport, il était emmené dans les locaux de la Sûreté, où après un interrogatoire de 24 heures, il lui a été remis **une note signée de T. Belkhodja**, Directeur Général de la Sûreté, lui signifiant qu'il lui est interdit de quitter la ville de Tunis et sa proche banlieue. Aucun texte, ni constitutionnel, ni législatif, n'autorise de telles mesures à caractère purement administratif ; il est vrai que la Direction de la Sûreté se soucie bien peu de la légalité.

Le ministre de l'Éducation Nationale, la police et le C.E.R.E.S.

Dès 1963, après la répression contre le Parti Communiste Tunisien, les journaux et intellectuels progressistes, le Pouvoir avait décidé d'essayer d'isoler les intellectuels. Aussi en a-t-on nommé quelques-uns au Centre d'Études et de Recherches Économiques et Sociales, dans l'espoir qu'ils se contenteraient de recevoir leur traitement sans broncher. Loin de se laisser ainsi corrompre, ces intellectuels ont accompli depuis un important travail de recherche qui n'est pas pour peu de choses dans le rayonnement actuel du C.E.R.E.S.

Il semble que cela ne soit pas du goût de la police, qui a multiplié les pressions contre ces intellectuels, directement ou par l'intermédiaire du ministre de l'Éducation Nationale. C'est ainsi que trois des chercheurs du C.E.R.E.S. n'ont jamais pu obtenir leur nomination, ni donc un salaire, bien qu'ayant travaillé effectivement pour ce Centre. Mais cela n'était pas suffisant, et la concentration « d'éléments subversifs » au C.E.R.E.S.

a encore récemment fait l'objet de nouvelles attaques de la police, qui surveille en permanence le local de ce Centre.

M. Messadi, qui, en bon ministre, juge ses fonctionnaires non en fonction des critères universitaires et scientifiques, mais selon les rapports qui lui viennent de la police, a décidé, après 4 ans, que la section de linguistique du C.E.R.E.S. n'avait aucune raison d'exister, et d'ordonner, vers le 20 novembre, la suppression pure et simple de cette section.

Devant ce comportement inqualifiable d'un ministre qui place la recherche et l'Université sous le contrôle « idéologique » de la Sûreté Nationale, tous les chercheurs et enseignants de l'université de Tunis s'interrogent : démantèlera-t-on tous les organismes comportant des intellectuels chaque fois qu'un rapport de police le demandera ? Cette inquiétude se justifie d'autant plus que le « Conseil de l'Université » dont la création est prévue par un texte de 1960, s'est réuni le samedi 25 novembre, en l'absence de délégués du C.E.R.E.S. — parce que le ministre jugeait que ce Centre n'avait pas à être représenté — et dans des conditions de représentativité des plus discutables.

Encore une fois, l'Université est la cible des attaques du pouvoir et le Ministre de l'Éducation Nationale agit plus en tant qu'agent de la police qu'en tant que responsable de la bonne application des textes législatifs ou constitutionnels. N'est-ce pas une illustration des conceptions du « socialisme destourien » ?

L'arbitraire continue

Nous avons appris que le Secrétariat d'État à la Santé Publique a fait savoir au Dr Bensliman qu'il mettait fin à ses fonctions de médecin à l'hôpital Habib Thameur de Tunis. Le lien entre cette mesure et l'activité du Dr Bensliman à la tête du Comité de Solidarité avec le peuple vietnamien est trop évident pour qu'on y insiste. Le gouvernement du Président Bourguiba se trompe en croyant que par une telle mesure, il arrive à intimider l'homme qui a toujours prouvé son honnêteté exemplaire et sa détermination à avoir une activité conséquente avec ses convictions. La mesure dont il fait l'objet aujourd'hui et qui vient après le long interrogatoire qu'il a subi dans les locaux de la police, ne peut que prouver une fois de plus que le gouvernement tunisien ne tolère aucune voix discordante qui puisse gêner les hauts-parleurs de la propagande officielle et que sa méthode d'action préférée est l'ARBITRAIRE.

Pour lutter contre cet arbitraire, nous devons tous exprimer notre sympathie au Dr Bensliman et notre solidarité agissante avec lui.

Comment

le peuple vietnamien met en échec et remporte d'importantes victoires sur l'impérialisme américain

La soumission de plus en plus grande du gouvernement tunisien à l'impérialisme américain lui fait craindre toute manifestation de solidarité avec le peuple vietnamien. En même temps que les menaces et la mobilisation de son appareil répressif, il a recours aux « explications politiques » pour donner aux tunisiens sa version de l'affaire. Il n'est pas nécessaire de relever toutes les bêtises formulées par les ministres qui se sont relayés récemment aux congrès des cellules destouriennes d'étudiants. Il suffit de rappeler les termes dans lesquels Bourguiba expliquait à André Fontaine, du journal « Le Monde » sa position : ...« Tandis qu'aujourd'hui ce que cherchent les dirigeants de Hanoï et ceux qui les encouragent, c'est à humilier les Etats-Unis, et c'est cela qui n'est pas possible... On peut dire des Américains ce qu'on veut, mais leurs buts au Vietnam ne sont tout de même pas ceux de MM. Pléven et Bidault !... que voulez-vous, j'ai toujours été du côté de la liberté... » Car la liberté est, selon lui, du côté de ceux qui agressent, bombardent, assassinent un peuple qui ne peut pas les avoir agressé, et non de celui de ce peuple qui défend son droit à la vie et à la liberté de se gouverner à sa guise.

Mohamed Sayah, Directeur du P.S.D., qui a effacé de sa biographie son long passage au Parti communiste Tunisien, reprend doctement les arguments de Bourguiba pour pondre un éditorial « théorique » où, sans jamais mettre en cause les américains, il accuse les vietnamiens de n'avoir pas, comme les tunisiens, su mener leur lutte nationale ; c'est cela qui les a fait compter sur la Chine, la cause de tous les maux ! Sayah a vite fait d'oublier le peu qu'il avait appris sur l'impérialisme et sa nature, mais il n'a rien appris à la place de ce peu, sauf à être « la voix de son maître ». C'est ainsi que, nous montrant à merveille la lâcheté fondamentale de tous les renégats, il affirme : « ce qui nous paraît extravagant et tragique dans ce combat aux forces inégales, c'est qu'un petit pays, au lieu de s'en tenir à la défense de son droit légitime, se laisse entraîner par la prétention démesurée de battre un colosse et de l'humilier ». Comme si les Vietnamiens attaquaient le territoire des Etats-Unis !

Nous n'avons pas l'intention de discuter avec des lâches et des menteurs, racaille du genre du « socialiste »

Sayah. Il nous semble par contre important de publier des extraits d'un document publié par le F.N.L. et intitulé « Notre victoire d'Hiver-Printemps 1966-67 et ses cinq leçons sur la direction stratégique militaire ». Ces extraits permettront à tous nos lecteurs de comprendre pourquoi un petit pays peut battre un « colosse » lorsque celui-ci est l'agresseur. Ils nous montrent que cela ne tient ni du miracle, ni de la prétention, ni de l'exploit surhumain : c'est l'application juste d'une politique résolue de guerre populaire. Cette dernière a ses lois, et en les appliquant avec intelligence, tous les peuples y compris le nôtre, sont capables de combattre efficacement l'impérialisme le plus fort. Pour cela, il leur faut se doter d'une direction aussi aguerrie et clairvoyante que le sont le Parti communiste et le Gouvernement au Vietnam du Nord, le Front National de Libération au Sud.

Il nous paraît également important que tous ceux qui sont préoccupés par le problème palestinien réfléchissent sur ces extraits et sur la guerre populaire en général : à l'heure actuelle, trop de gens brandissent le mot d'ordre de vietnamisation et de guerre populaire. Chez la plupart d'entre eux, il s'agit d'une escroquerie et d'une façon de couvrir leur trahison par de la phraséologie révolutionnaire : la guerre populaire exige certaines conditions, a sa logique propre, complètement incompatible avec la politique antipopulaire et de compromission avec l'impérialisme de la plupart des régimes des pays arabes, y compris les plus « progressistes ».

Prétendre vouloir mener une telle bataille sans mettre en cause ces régimes, voire même sous leur égide, est au mieux une erreur catastrophique.

Quant à nos camarades palestiniens, il nous semble qu'eux aussi devraient, dans l'intérêt de leur combat, réfléchir aux expériences des guerres populaires, menées en Chine et au Vietnam et en particulier au rôle respectif du politique et du militaire. La grande leçon de la révolution chinoise et de la résistance vietnamienne, c'est qu'en aucun cas, le fusil ne doit primer la politique. C'est seulement la subordination de la lutte armée à la direction politique, si celle-ci est révolutionnaire, qui garantit la victoire.

NOTRE VICTOIRE D'HIVER-PRINTEMPS 1966-67 ET SES CINQ LEÇONS SUR LA DIRECTION STRATEGIQUE MILITAIRE

*Article de Truong Son,
commentateur attitré
du FNL du Sud-Vietnam*

Au million de troupes professionnelles et modernes U.S. et fantoches nous avons opposé notre inébranlable volonté révolutionnaire et pris le dessus. Nos compatriotes, particulièrement au Sud de notre pays, nos cadres et nos combattants ont supporté pendant la période écoulée mille épreuves et souffrances, déployé un courage prodigieux dans ce combat titanesque. La population n'a reculé devant aucune difficulté, aucun sacrifice, car face à l'invasion étrangère, tout un chacun a senti dans sa chair que, des choses les plus communes à celles les plus sacrées, rien ne nous restera si nous perdons notre indépendance...

Cette volonté révolutionnaire porte en elle une vitalité extraordinaire et sans bornes, car, issue d'un ardent patriotisme, elle se trouve aujourd'hui renforcée en dedans par une pensée révolutionnaire dynamique et radicale qui en constitue le noyau et qui s'allie à un véritable internationalisme. C'est cette volonté qui pousse la révolution du Sud-Vietnam en avant. Et c'est elle avant tout qui a triomphé au cours de cet Hiver-printemps de celle de l'ennemi.

En plus de notre volonté, nous savons encore nous battre. Nous savons le faire sur les deux fronts, politique et militaire, réussissant à coordonner ces deux actions et à en faire une force invincible dans une stratégie d'ensemble. En partant des particularités et du caractère de la politique néo-colonialiste américaine, des particularités et du caractère de la révolution sud-vietnamienne, si nous avons réussi à nous doter d'une ingénieuse méthode spécifique de combat, c'est grâce à nos anciennes et à l'étude des nouvelles expériences, et aussi à notre aptitude à les adopter aux circonstances nouvelles. Nous avons résolu ainsi de façon créatrice de nombreux problèmes, notamment ceux concernant le choix de la stratégie, l'adoption des formes de combat, l'élaboration des principes présidant à l'action des forces armées, la façon de se rendre maître du théâtre d'opérations, l'établissement des rapports entre nos trois catégories de troupes, des objectifs opérationnels, des relations entre les hautes régions, les régions rurales et les villes, l'organisation et la disposition des forces sur le champ de bataille, le choix des méthodes susceptibles de donner la victoire, etc... S'il en est ainsi, c'est qu'à partir de la réalité du Sud de notre pays, nous avons saisi les lois du développement de la société sud-vietnamienne, celles de la lutte et de l'insurrection révolutionnaire et celles de la guerre du peuple, promu l'ensemble de ces lois de façon à les faire jouer à plein

en agissant les unes sur les autres et à faire avancer la révolution sud-vietnamienne d'un pas assuré, vigoureux et impétueux. En même temps, nous avons compris et saisi les lois du néo-colonialisme et estimé les troupes américaines à leur juste valeur.

I — UNE DECISION STRATEGIQUE ET UN CHOIX JUDICIEUX DES METHODES DE COMBAT NE SONT POSSIBLES QU'APRES AVOIR PERCE L'INTENTION STRATEGIQUE DE L'ENNEMI ET DECOUVERT LES LOIS ET LES POSSIBILITES DE SON ACTION.

Connaitre l'ennemi et se connaitre soi-même est un principe susceptible de donner la victoire dans n'importe quelle guerre. Au Sud-Vietnam, pendant la saison sèche de 66-67, connaitre l'ennemi revient à percevoir à jour ses intentions stratégiques, à découvrir les lois et les possibilités de son action...

Dès l'été 1966, le C.C. du F.N.L. et le Commandement des F.A.L., comme d'ailleurs nos commandements des différents échelons se sont consacrés à passer l'ennemi à la loupe, sous tous les angles, notamment pour évaluer l'importance de ses forces à l'entrée de la saison sèche, ses capacités et ses intentions stratégiques, pour savoir où il allait porter ses coups et quelles sont les lois régissant son action ? etc...

De là, nous avons tiré un certain nombre de conclusions quant à l'orientation de notre propre action ; ne pas sous-estimer l'intention stratégique de l'adversaire ; prêter une attention particulière à ses points forts ; se préparer minutieusement à briser coûte-que-coûte sa nouvelle contre-offensive stratégique ; consentir des efforts exceptionnels, bien que nous possédions des conditions objectives pour l'emporter au cours de cet Hiver-Printemps. La victoire serait d'une immense portée et préluderait à de plus grands succès etc...

— Tenir en main les lois qui régissent l'action de l'ennemi pour pouvoir prendre l'initiative de déjouer et de briser tous ses plans opérationnels.

Un examen superficiel ne peut nous donner le secret de l'ennemi. Il faut découvrir les lois de son action, tâche ardue s'il en faut, car elle nécessite des renseignements exacts, un grand travail de synthèse et un jugement sûr. L'une de nos réussites au cours de ces deux dernières années est d'avoir, en partant de notre compréhension des troupes américaines, percé peu à peu les lois de leur action. C'est là une base sur laquelle

il nous a été possible d'édicter les règles de notre propre conduite. La lutte qui nous oppose à l'ennemi sur le champ de bataille est celle de deux forces régies par des lois antagonistes de la guerre...

— Estimer à leur juste valeur les capacités stratégiques d'un million d'ennemis pour se forger de bonnes méthodes de combat.

Plusieurs militaires occidentaux, en prenant connaissance de la stratégie U.S., n'ont pu s'empêcher de conclure que la conduite de la guerre du côté américain prête à rire.

Dans la guerre mondiale, après moins de 6 mois d'hostilités, le Japon et l'Allemagne avaient remporté de grandes victoires stratégiques, bien que provisoires. Au Sud-Vietnam, après plus de 2 ans, les Yankees n'ont pu atteindre aucun de leurs objectifs stratégiques. Pourquoi en est-il ainsi ?

Pour répondre à cette question, il faut remonter à des causes lointaines et complexes. Il nous suffit d'énumérer ces quelques causes directes :

— La guerre locale U.S. est entreprise sur la base d'une défaite de la guerre spéciale qui l'a précédée, d'où la passivité stratégique de nos agresseurs dès le début ;

— Les troupes U.S. ne sont pas aussi redoutables qu'on le croyait ; à côté de leurs points forts, elles possèdent de nombreuses faiblesses, fondamentales et importantes ;

— La stratégie de cette guerre locale d'agression doit s'appuyer sur deux forces stratégiques : les troupes U.S. et l'armée fantoche, mais celle-ci est si débile qu'elle affaiblit celles-là ;

— L'arrêt immédiat de nos adversaires est très faible, la base sociale et politique U.S. au Sud-Vietnam est inconsistante, l'administration fantoche qui représente la domination politique des valets et sert d'appui aux Américains est pourrie jusqu'à la moelle des os ;

— Les troupes U.S. n'ont pas pour adversaire une armée bourgeoise, elles se trouvent aux prises avec une guerre du peuple et précisément au Vietnam où nos forces armées et notre peuple tiennent une position de victoire, sont maîtres des champs de bataille et ne combattent pas seuls.

En dernière analyse, le sort de n'importe quelle guerre est décidé par les deux facteurs fondamentaux suivants ; les lois objectives et les efforts subjectifs.

Aussi, peut-on affirmer qu'au Sud Vietnam, l'efficacité stratégique U.S. est prise entre les branches d'une tenaille. Autrement dit, le caractère réactionnaire et injuste d'une guerre d'agression vouée inéluctablement à l'échec s'ajoute à une conduite subjectiviste, défectueuse et pleine d'erreurs de la guerre. Cette défectuosité et ces erreurs ne sont pas dues au hasard mais bel et bien déterminées par des causes objectives, d'où leur caractère inéluctable, impossible à corriger. L'impérialisme américain pourrait envoyer un homme dans la lune, mais il lui est absolument impossible de s'opposer aux lois inéluctables du développement social et encore moins acquérir à coups de dollars une autre loi en remplacement.

La guerre d'agression U.S. se déroule dans le cadre d'une époque nouvelle, d'un rapport de forces nouveau au Vietnam même. Il en résulte que, malgré l'importance de leurs effectifs, de leurs armements et de leurs techniques modernes, les troupes américaines ne peu-

vent se donner à fond car elles sont contrecarrées par l'effet d'une foule de facteurs des plus complexes. Le résultat fatal pour Washington est son impossibilité à vaincre, son lot est de se faire battre politiquement et militairement.

Faute de pouvoir embrasser d'un regard toutes ces particularités, on ne pourrait comprendre le sens véritable des événements survenus au Viet-nam. Johnson, le président et le commandant en chef qui fait le plus de parade de la puissance américaine, a cependant commis d'énormes erreurs dans l'évaluation de son époque. Aussi bien le néo-colonialisme et la guerre locale d'agression U.S. au Vietnam vont-ils de défaite en défaite, sans que les Yankees puissent en trouver aujourd'hui encore la cause.

II — MAINTENIR ET DEVELOPPER NOTRE POSITION D'ATTAQUE CONTINUE, TENIR BIEN EN MAIN ET ETENDRE NOTRE INITIATIVE SUR LE CHAMP DE BATAILLE, OBLIGER L'ENNEMI A SE BATTRE SELON NOS DESIRS.

1) L'offensive continue s'avère être le moyen le plus actif, le plus efficace, pour maintenir et développer le droit de disposer en maître du théâtre d'opérations.

Si la position d'initiative stratégique arrachée de haute lutte constitue la base objective de la guerre révolutionnaire, l'offensive continue sur le front principal constitue la condition subjective qui permet de conserver sans interruption et de développer cette position...

2) Bien tenir en main nos forces et par leur concentration satisfaisante de la façon la plus heureuse nos besoins fondamentaux pour conserver et développer notre droit de disposer en maître du champ de bataille et acculer l'ennemi à une situation plus défavorable.

Primo, nous l'avons enfoncé plus profondément dans une situation politique plus désastreuse...

Secundo, acculer l'ennemi à une position stratégique encore plus critique...

Tertio, acculer à l'impasse les opérations et les tactiques de l'ennemi...

Pour conserver et développer notre droit de disposer en maître du théâtre d'opérations, nous avons réalisé avec bonheur ces points fondamentaux.

Premièrement, faire montre d'une ferme résolution de combattre et de vaincre un million de G.I.'s et de soldats de l'armée fantoche...

Deuxièmement, faire gagner en ampleur la guerre du peuple générale et totale et la porter à un haut degré...

Troisièmement, intensifier les attaques dans les hautes régions, à la campagne et dans les villes...

Quatrièmement, élever sans cesse le caractère autonome et la liberté d'action coordonnée de chaque théâtre d'opérations, coordonner harmonieusement l'action des différents théâtres...

Cinquièmement, consolider nos arrières, consolider la zone libérée, maintenir et étendre nos bases...

3) Contraindre l'ennemi à se battre selon nos desirs, c'est aussi réaliser une condition nous permettant de rester maître du champ de bataille.

a) C'est obliger l'ennemi à disperser ses forces et à amincir son dispositif... L'ennemi est obligé d'éparpiller ses troupes à tous vents de la route n° 9 jusqu'au delta du Mékong, d'adopter une disposition stratégique

extrêmement éparpillée, de se trouver déchiré entre la nécessité de regrouper et celle d'éparpiller ses troupes, entre la mobilité désirable et l'occupation indispensable, entre la défensive et l'offensive, s'embrouillant davantage dans l'écheveau chaque fois qu'il cherche à s'en défaire.

b) C'est interdire à l'ennemi l'emploi des tactiques dans lesquelles il excelle...

Nous adoptons la méthode de guerre sans ligne de front, sans objectif défini une fois pour toutes, nous regroupant et nous dispersant avec rapidité, apparaissant et disparaissant à l'improviste, alternant les attaques massives avec les escarmouches et les coordonnant étroitement, frappant simultanément partout, en tous lieux, devant, derrière, sur les flancs, jusqu'au milieu même de la formation de combat ou du dispositif de campagne de l'ennemi, l'emportant à force de courage et d'ingéniosité, dans les circonstances les plus imprévues.

c) C'est empêcher l'ennemi de réaliser l'encerclement et le démembrement de nos forces... Nous frappons devant, derrière, de l'intérieur, de l'extérieur, attaquant et nous déplaçant avec une rapidité extrême pour empêcher l'ennemi de réagir et de faire face à nos coups, le fractionnant sans cesse pour le frapper en vitesse et le liquider sans bavures...

d) C'est empêcher l'ennemi de mener une solide défensive et d'attaquer avec efficacité pour le développement du rôle de toutes les méthodes stratégiques de combat de la guerre du peuple, telles que la guérilla, la bataille régulière, l'attaque des voies de communication etc..., de manière à ce que l'ennemi soit assailli sans répit et contre-attaqué vigoureusement par des actions d'importance et de formes les plus variées...

e) C'est empêcher les troupes U.S. de faire office de couverture pour les troupes fantoches... Car, si les Américains tiennent ces dernières pour quantités négligeables, il n'en reste pas moins qu'elles constituent un appui et un capital politique et militaire précieux pour la politique néo-colonialiste U.S. au Vietnam du Sud.

f) C'est empêcher l'ennemi d'engager des batailles efficaces au point de vue du combat et de la campagne, et stratégiquement efficaces...

g) C'est empêcher l'ennemi de rester maître du terrain, même à proximité de ses grandes bases et des villes...

Mener à bien ces tâches, c'est obliger l'ennemi à se battre selon nos vues, à commettre des bourdes, ou, comme on dit chez nous, à « manger de la soupe avec une fourchette ».

III — BIEN TENIR EN MAIN ET REGLER JUDICIEUSEMENT LE RAPPORT ENTRE LA MISSION D'ANEANTIR L'ENNEMI ET CELLE DE CONSERVER ET DE DEVELOPPER LA SOUVERAINETE DU PEUPLE, INTENSIFIER LA COORDINATION DE LA LUTTE ARMEE AVEC LA LUTTE POLITIQUE ET LE TRAVAIL DE PERSUASION ET D'EXPLICATION AUPRES DES TROUPES ADVERSES.

Premièrement, il faut tenir solidement en main et régler judicieusement le rapport entre la mission d'aneantir l'ennemi et celle de conserver la souveraineté du peuple... De pair avec le problème de destruction des forces ennemies les questions concernant le terrain et la population revêtent une grande importance stra-

tégique et ne sauraient être détachées de l'ensemble. Le mouvement révolutionnaire, le développement victorieux de la guerre de peuple sont intimement liés au Sud-Vietnam, à la souveraineté du peuple. C'est aussi là un problème touchant le rapport entre le front et l'arrière, nous permettant de frapper l'ennemi tout en assurant la défense de la population, de régénérer indéfiniment notre potentiel de résistance et de détruire l'arrière et le potentiel militaire dont l'ennemi dispose sur place...

Détruire les forces ennemies, c'est le faire dans le but de conserver au peuple sa souveraineté, et vice versa...

Deuxièmement, prendre pour méthode fondamentale la combinaison de la lutte armée et de la lutte politique, l'action simultanée du militaire du politique et du travail de persuasion et d'explication auprès des troupes adverses, afin d'élever l'efficacité des efforts pour l'aneantissement de l'ennemi, la défense et le développement de la souveraineté du peuple, et la mise en déroute de l'entreprise de pacification de l'ennemi...

...Le partage des terres et la lutte pour la réduction du taux des fermages et du taux de l'intérêt ont une immense portée... La politique de front et la politique des nationalités remportent des succès éclatants. L'offensive politique contre l'armée et l'administration fantoches nous valent des succès chaque jour plus palpables etc...

...Les forces armées et les forces politiques sont égales en utilité et en rôle dans notre stratégie. La lutte politique doit servir la lutte armée, et vice versa. C'est ainsi que nous gagnerons la guerre à notre manière et remplirons, en fin de compte, les tâches politiques de la révolution sud-vietnamienne.

IV — ELEVER SANS CESSER LE RENDEMENT DES COMBATS, L'EFFICACITE OPERATIONNELLE ET STRATEGIQUE DES METHODES PROPRES A LA GUERRE DU PEUPLE.

1) A l'instar de l'organisation de la production dans les coopératives agricoles du Nord-Vietnam où le haut rendement est fille d'une division rationnelle du travail, le rendement du combat et l'efficacité opérationnelle dans l'organisation militaire dépendent étroitement du caractère rationnel de la division des tâches...

2) Développer l'efficacité de toutes les armes, les plus primitives comme les plus modernes, créer de cette manière une énorme capacité d'extermination...

3) Savoir amasser de gros effectifs pour écraser un ennemi inférieur en nombre, savoir en même temps l'emporter sur un ennemi plus nombreux et savoir coordonner ces deux méthodes... Une position de force ne réside pas seulement dans l'importance des effectifs, mais encore dans l'habileté de l'action, le moral, l'ingéniosité, l'avantage du terrain, la surprise, la précision des coups sur les faiblesses et les failles de l'ennemi etc... Nous sommes en mesure de vaincre avec des effectifs supérieurs, ou moindres, selon le cas. Nous combinons constamment ces deux manières, non seulement à l'échelle d'un combat, mais à l'échelle d'une opération entière...

4) Etre en mesure d'engager des combats de petite et de grande envergure, combiner les petits combats avec les moyens et les grands...

5) Vaincre l'ennemi en toutes circonstances, hors de

ses fortifications comme au dedans d'elles ou à l'intérieur de ses bases, de nuit comme de jour, dans les montagnes, dans les plaines comme dans les villes... Frapper juste sur les organismes de direction ennemis (dans les villes) n'a pas seulement pour effet de détruire une partie des forces ennemies et de donner un coup de fouet à la lutte armée et politique de notre peuple, mais revêt aussi une signification immense, tel un coup de poignard qu'on aurait réussi à enfoncer en plein cœur de l'ennemi...

6) Se montrer tout aussi bien capable d'engager des combats que d'organiser des vagues d'opérations et des campagnes militaires...

7) Coordonner les différentes actions : militaires, politique et économique... Les attaques successives des communications amenant la rupture de la route Camau-Saigon ne revêtent pas seulement une importance militaire. Elle obligent Saïgon à importer près d'un million de tonnes de riz et lui créent des difficultés multiples. La force d'ensemble de notre méthode consistant à attaquer l'ennemi dans tous les domaines militaire, politique et économique réside en ce point...

Les F.A.L. et la population du Sud-Vietnam sont parfaitement fondées à se montrer fières de la supériorité et de la puissance de leur mode spécifique de combat et à le réaffirmer à nouveau. Ce mode se traduit par la division la plus rationnelle des tâches ayant pour but de déployer la puissance de nos 14 millions de compatriotes, de nos trois catégories de troupes, tous dotés d'une haute conscience révolutionnaire et trempés dans les combats. Il a suscité un vigoureux essor de l'esprit créateur des masses, tout en élevant les capacités d'organisation et de planification chaque jour plus fortes de la guerre du peuple. On peut conclure que la grande leçon de notre réussite dans la conduite et l'application de la stratégie est d'avoir développé de façon créatrice

et perfectionné peu à peu notre méthode en lui permettant d'élever sans cesse son rendement au combat, son efficacité opérationnelle et stratégique sur ce véritable charnier pour les troupes yankees et fantoches qu'est le théâtre d'opération du Sud-Vietnam.

V — PRETER UNE GRANDE ATTENTION A LA CONSTITUTION ET AU DEVELOPPEMENT DE NOS DEUX FORCES ET DE NOS TROIS CATEGORIES DE TROUPES, RESOUDRE CORRECTEMENT LE RAPPORT ENTRE LE NOMBRE ET LA QUALITE.

L'expérience pratique montre qu'il ne saurait y avoir de combats réguliers sans guérilla, ce principal atout de toute guerre de libération. Au Sud-Vietnam, contre la guerre néo-coloniale U.S., la guérilla occupe une position stratégique extrêmement importante et fondamentale. En même temps chaque fois que les circonstances le permettent et les besoins objectifs de la révolution l'exigent impérativement, nous avons résolument utilisé et développé de manière créatrice la guerre régulière, sinon notre révolution et notre guerre du peuple marqueraient le pas et ne sauraient marcher de l'avant, sans parler de l'éventualité d'un recul de la guérilla et de sa fatale impossibilité à vaincre...

Nous estimons en outre qu'une unité de haute qualité n'est pas seulement capable de bien se comporter au feu et de mener à bien tous ses travaux, elle doit encore participer activement à la production selon les circonstances. Non seulement les guérilleros, mais les troupes régulières elles-mêmes doivent se livrer avec ardeur et de leur propre initiative, à la production à une échelle en proportion avec les circonstances et leurs possibilités, afin de contribuer à l'amélioration des conditions matérielles de vie et de réduire tant soit peu les contributions de la population...

Solidarité avec le peuple vietnamien dans sa lutte contre l'impérialisme américain

Comme nous l'indiquions dans notre dernier numéro, un Comité de Solidarité avec le peuple vietnamien s'est constitué à Tunis. Ce Comité s'est heurté dès sa création aux tracasseries policières. Son Président a été longuement interrogé à la Sûreté Nationale, deux de ses membres, médecins ont été menacés de poursuites judiciaires par le Ministre de la Santé. Et tous ses membres sont ouvertement surveillés par des policiers qui ne les lachent pas d'une semelle, son secrétaire général, Mohamed Charfi, Assistant à la Faculté de Droit de Tunis, a eu des difficultés à obtenir son passeport pour soutenir sa thèse de doctorat à Paris ; sa femme a été empêchée de le rejoindre, par une mesquine vengeance policière, alors même qu'elle avait des raisons professionnelles pour se rendre à Paris : dans ses moments de panique, le gouvernement tunisien oublie tous ses discours sur l'émancipation des femmes, et révèle qu'il ne les a jamais considérées en fait que comme la propriété de leurs maris !

Le Comité a envoyé un communiqué à tous les journaux, c'est ce qui lui a valu les premières manifestations du courroux officiel. Il faut dire que les journaux tunisiens ont l'air plus soucieux de renseigner la po-

lice que d'informer leurs lecteurs. Nous donnons ci-après le texte de ce communiqué :

Le Comité de Solidarité avec le Peuple Vietnamien déclare qu'il s'est constitué en association tunisienne, et qu'il a accompli les formalités légales pour sa reconnaissance.

Le bureau provisoire est constitué comme suit :

- Président : Sliman Ben Sliman, médecin ;
- Vice-présidents : Béchir Ben Yahmed, Directeur de Jeune Afrique ;
- Zouhaier Essafi, Professeur à la Faculté de Médecine ;
- Secrétaire Général : Mohamed Charfi, Assistant à la Faculté de Droit ;
- Secrétaire Général adjoint : Abdelhamid Ben Mustapha, avocat ;
- Trésorier : Rachid Belajouza, pharmacien ;
- Trésorier adjoint : Hafed Sethom, Maître assistant à la Faculté des Lettres ;
- Membre : Hachemi Ayari, médecin.

En attendant d'obtenir sa reconnaissance par les autorités tunisiennes pour pouvoir agir afin de mieux faire connaître au peuple tunisien la cause du peuple vietnamien, et à l'occasion du 21 octobre, journée inter-

nationale de solidarité avec le Vietnam, le Comité déclare :

— qu'il dénonce l'agression américaine contre le Vietnam et les dangers qu'elle contient pour la paix mondiale.

— qu'il exprime son soutien au peuple héroïque du Vietnam en lutte depuis de longues années pour son indépendance et l'usage de son droit à l'établissement du régime politique de son choix.

— qu'il réclame l'arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements au Nord, et la reconnaissance du F.N.L. au Sud, comme mesures favorisant l'ouverture de négociations pour la paix.

LE COMITE

**

Par ailleurs, le *Nouvel Observateur* a publié un article attribuant à Béchir Ben Yahmed la paternité du Comité. Il s'agit là d'une escroquerie évidente dont les intentions ne nous échappent pas. Afin de lever les équivoques et de rétablir la vérité nous donnons la mise au point suivante.

Dans une interview accordée au «*Nouvel Observateur*» (1), M. Béchir Ben Yahmed, tout en parlant de la création en Tunisie du Comité de Solidarité avec le Peuple Vietnamien, et de son espoir que le Gouvernement tunisien lui accordera le visa nécessaire à toute activité légale, s'est attribué l'honneur d'avoir été à l'origine de sa création. Il n'est pas question aujourd'hui, alors que le Comité est encore à ses débuts et que son

existence est menacée, d'ouvrir une polémique avec l'un de ses deux vice-présidents. Nous nous bornons donc à affirmer que ce n'est pas M. Ben Yahmed qui a «*créé*» le Comité.

L'interview paraît d'autant plus étonnante que, à part l'article du Dr Bensliman, Président du Comité, publié dans «*Jeune Afrique*», le journal de M. Ben Yahmed n'a parlé ni des activités de ce Comité, ni des difficultés croissantes que le gouvernement tunisien crée pour ses membres (2). Bien plus, au lieu d'accomplir son devoir de solidarité à l'égard de ses camarades du Comité et son devoir d'information objective à l'égard de ses lecteurs en faisant paraître sur son journal le communiqué de soutien à la lutte du peuple vietnamien que le Comité avait publié le 21 octobre dernier, M. Ben Yahmed a préféré ouvrir ses colonnes à un lecteur, connu pour son appartenance à la machine de propagande du régime de Bourguiba, qui, après avoir prêché le défaitisme et vanté les mérites de la soumission, invitait le peuple tunisien à s'occuper de sa propre misère et à laisser les américains régler leur compte aux vietnamiens (3).

Est-ce la meilleure façon de servir la lutte du peuple vietnamien et la cause du Comité de Solidarité avec le peuple vietnamien ?

(1) Voir le «*Nouvel Observateur*» du 1^{er} au 7 novembre, page 21.

(2) Lire par exemple notre information : L'arbitraire règne.

(3) Voir «*Jeune Afrique*» du 3-12-67, *Courrier des lecteurs*, lettre de Pierre Olivier.

La lutte pour la libération de Ben Jennet continue

Cela fait six mois que le Pouvoir réactionnaire a pétré son forfait à l'encontre de Mohammed Ben Jennet. Bien que le verdict n'ait pas encore été rendu définitivement, puisque Ben Jennet s'est pourvu en cassation, le Pouvoir ne s'est pas gêné de cette «*formalité*» judiciaire et a procédé à l'application de la peine de travaux forcés en envoyant Ben Jennet purger sa condamnation au bagne de Bizerte, d'où il vient d'être transféré récemment. Cette précipitation du Pouvoir est due en fait à son irritation et sa rage devant la position intransigeante et digne de Ben Jennet qui refusa d'invoquer pour lui la clémence du Seigneur-Combattant-Suprême, chose à laquelle se sont habitués de se livrer tous les pseudo-opposants, conditionnés à l'art de ramper.

L'irritation et la rage du Pouvoir tiennent aussi à l'échec de son entreprise à vouloir faire de l'affaire Ben Jennet un «*exemple*». Le procès et le verdict qui le suivit ont eu des effets justes contraires à ceux escomptés par le Pouvoir. Ces effets se situent à un triple niveau :

1) Pour l'opinion nationale, qu'on voulait intimider et devant laquelle on voulait exhiber la toute puissance de l'Etat — attitude chère à Bourguiba et formant une constante de sa politique — le procès constituait, aux yeux du pouvoir, une démonstration se voulant convaincante de la force du régime et de sa solidité. En fait, le résultat fut tout autre, car la sévérité de la

répression et la disproportion entre la peine et les faits attribués aux inculpés, fournissaient déjà, à tous, la preuve du caractère policier et dictatorial du régime. Déjà au moment même de la lecture du verdict, l'assistance, composée essentiellement des parents et amis des accusés, explosait en insultes à l'égard du gouvernement et de Bourguiba, qui poussaient l'hypocrisie et l'impudence jusqu'à provoquer une manifestation anti-sémite pour la réprimer par la suite. Là où le Pouvoir escomptait obtenir la peur, l'intimidation et la mystification, il ne récolta que la haine, la révolte contenue et une prise de conscience des visées répressives et policières du Pouvoir, conscience que la levée de bouclier du 17 novembre est venue préciser davantage.

2) Par la condamnation de Ben Jennet, le Pouvoir croyait, de plus, procéder à une opération charme et plaire aux américains pour les amener à prodiguer leurs dollars, ultimes recours d'une bureaucratie qui ne peut plus survivre que par leurs subsides. En fait, cet acte de prostitution ne fit qu'accroître la dépendance du régime vis-à-vis des américains, témoins en sont les discours de tous ces derniers mois, où tous les responsables du gouvernement et du Parti, du plus petit au plus grand, se confondent en louanges, à qui mieux mieux, orchestrés au sommet par Bourguiba qui ne ratait pas les occasions, les créant au besoin, pour exprimer sa gratitude et sa reconnaissance à «*ces gardiens de la Paix mondiale*» et ces «*bienfaiteurs de*

l'Humanité sans qui on verrait la catastrophe s'abattre sur le monde et les vagues jaunes déferler sur les continents ». Mais là où il espérait plaire et traire les dollars, le Pouvoir accentua, au contraire, sa soumission et renforça ses chaînes.

3) Au niveau de l'Université enfin, le gouvernement comptait décapiter le mouvement étudiant par un verdict exemplaire tenant lieu de « leçon ». Il entendait étouffer l'Université et la réduire au silence et à la « sagesse ». Or, qu'en est-il en réalité ? La mobilisation de l'appareil répressif, au grand complet, lors de la grève du 17 novembre, montrait clairement que le Pouvoir lui-même doutait de sa force et craignait réellement les remous les plus bénins des étudiants, puisque le simple bruit d'une manifestation a provoqué les mesures draconiennes, véritable état de siège, que nous avons tous observées. Est-ce là la preuve que l'Université est étouffée et résignée ? Bien au contraire, le mouvement étudiant démontait le 17 novembre qu'il est à même de faire trembler le pouvoir et qu'il constitue une force réelle d'opposition. Par la même occasion, il montrait que le sacrifice de Ben Jennet n'a pas été vain et est loin d'être oublié, puisque c'est pour une cause anti-impérialiste, tout comme Ben Jennet lors des

manifestations du 5 juin, et contre les mêmes américains que les étudiants ont organisé leur grève. Ainsi à la place de l'étouffement, le monde étudiant a fait montre d'une conscience plus claire et d'une détermination à placer sa lutte à une étape supérieure où le combat est désormais clairement politisé.

Quand à nous, nous disons que la cause de Ben Jennet, certainement pas le dernier à être victime de l'arbitraire et de la répression, ni le dernier militant de la lutte anti-impérialiste, sa cause est à défendre vigoureusement tant qu'il est sous le coup de l'injustice qui l'a frappé et jusqu'à sa libération. Notre premier devoir est d'informer l'opinion des crimes perpétrés impunément, et à cet égard, nous saluons la campagne d'information menée par le Comité pour la Libération de Ben Jennet auprès des intellectuels tunisiens. Notre devoir est aussi de dénoncer l'arbitraire et de démasquer le régime pour le faire apparaître sous son vrai visage répressif, policier, dictatorial et anti-populaire. Mais pour être fidèles à l'exemple de Ben Jennet et au sacrifice qu'il a consenti, nous nous devons de continuer la lutte pour laquelle il s'est donné. C'est l'impérialisme, par l'intermédiaire de ses valets, qui a frappé Ben Jennet et c'est cet impérialisme et ses défenseurs-marionnettes que nous devons combattre.

Les étudiants de Paris solidaires avec Ben Jennet

Mohamed Ben Jennet est au bain depuis le 31 juillet 67. Cette condamnation injuste a soulevé l'indignation de tous les citoyens tunisiens. D'autres militants ont été, eux aussi, condamnés pour leur lutte anti-impérialiste. La réprobation générale contre la répression qui vise à décapiter les forces révolutionnaires et progressistes s'amplifie aujourd'hui et s'organise. La lutte pour libérer Ben Jennet, symbole de la lutte anti-impérialiste se concrétise tous les jours, et c'est ainsi qu'après la création à Tunis d'un Comité pour la Libération de Ben Jennet le lendemain du Verdict un Comité analogue a vu le jour à Paris dès la rentrée universitaire, Comité ouvert à tous les progressistes sans exclusive.

Dès sa mise sur pied le Comité a lancé un tract appelant les étudiants à exiger la libération de Ben Jennet et de ses camarades. Le 29 novembre dernier le Comité a organisé un grand meeting d'information au 115 bd Saint-Michel, meeting auquel ont assisté 250 étudiants tunisiens environ. Au cours de ce meeting le Comité a présenté Deux exposés ; l'un sur le contexte et les raisons politiques de la manifestation du 5 juin et des condamnations qui ont suivi ; l'autre sur le déroulement scandaleux du « procès ».

Ces exposés ont montré aux assistants très attentifs que les manifestations anti-impérialistes du 5 juin sont encore une preuve du divorce entre les aspirations des masses tunisiennes et l'inféodation et la soumission totale du gouvernement tunisien à l'impérialisme US. Le déroulement même du procès permet encore une fois de dévoiler la nature foncièrement anti-démocratique de ce même régime fondé sur l'arbitraire.

A ce même meeting diverses Unions d'étudiants,

dont l'AEMNA, l'UNEA, l'UNEM, l'UNEF, la FEANF, ont apporté leur solidarité à la lutte pour la libération de Ben Jennet et de ses camarades. Une ovation particulière salua la lecture d'un télégramme (1) de soutien envoyé par les Etudiants vietnamiens en France et celle du message de soutien de la GUPS (Union générale des étudiants palestiniens).

Une discussion fructueuse s'instaura et montra l'accord de l'assistance avec les idées exposées par le Comité. Une motion (2) fut votée à l'unanimité ainsi qu'un télégramme exigeant la libération des détenus anti-impérialistes fut envoyé le soir même à Bourguiba. Tous les assistants à ce meeting participèrent à la collecte organisée à la sortie, prouvant leur détermination à poursuivre par tous les moyens la lutte pour la libération de Ben Jennet. Mais cette action n'est qu'un début, comme l'ont dit les membres du comité, cette lutte sera longue et doit aller en s'amplifiant. Nous pensons que des multiples formes d'action doivent être envisagées, formes d'action allant de l'information de l'opinion internationale, par des publications de brochures, des contacts avec des personnalités et des organisations foncièrement anti-impérialistes, jusqu'à la formation à grande échelle de Comités de province et à l'étranger. Le Comité doit aussi donner le maximum d'écho à toutes les actions entreprises à Tunis pour la libération de tous les militants anti-impérialistes détenus et en particulier celle du camarade Ben Jennet.

Nous ne nous lasserons jamais de répéter que la lutte pour la libération de Ben Jennet est la pierre angulaire de toute action contre la politique réactionnaire, anti-démocratique et de soumission inconditionnelle à l'impérialisme du pouvoir tunisien.

1) TEXTE DU TELEGRAMME

EXPRIMONS NOTRE SOUTIEN A LA LUTTE ETUDIANTS ET PEUPLE TUNISIENS CONTRE IMPERIALISME POUR DROITS NATIONAUX PEUPLE ARABE DEMOCRATIE PAIX STOP JOIGNONS A VOUS POUR EXIGER LIBERATION BEN JENNET ET AUTRES MILITANTS EPRISONNES STOP - UNION ETUDIANTS VIETNAMIENS FRANCE -

2) TEXTE DE LA MOTION

Les étudiants réunis le 29 novembre 1967 au 115, bd St-Michel à Paris :

— Considérant l'urgente nécessité de renforcer la lutte anti-impérialiste dans tous les pays, et en particulier au Viet-nam où le peuple héroïque se dresse victorieusement contre l'agression barbare de l'impérialisme américain et au Moyen-Orient où les peuples arabes luttent contre la guerre d'occupation que leur

imposent les sionistes et leur alliés les impérialistes Anglo-américains.

— Considérant l'appui inconditionnel du gouvernement tunisien à l'impérialisme américain contre lequel se sont dressés Ben Jennet et les autres militants anti-impérialistes.

— Considérant le caractère fondamentalement anti-démocratique et contraire à toutes les règles élémentaires de justice du procès intenté à nos camarades.

— Dénoncent les accusations ignobles et infamantes créées pour les besoins de la cause, lancées contre Ben Jennet.

— Affirment leur conviction du caractère radical et uniquement anti-impérialiste de sa lutte.

— Réaffirment leur entière solidarité avec ces camarades.

— Exigent la libération immédiate de Ben Jennet et des autres militants anti-impérialistes détenus.

— Se considèrent mobilisés jusqu'à leur libération.

MOTION ADOPTEE A LUNANIMITE.

Jusqu'au mois de septembre 1967

les révolutionnaires vietnamiens
ont mis hors de combat plus de
1 million d'hommes et détruit
plus de 8.000 appareils.

A PROPOS DU RAMADAN 1967

Que se passe-t-il donc cette année ? Le « Combattant Suprême » fait courir le bruit qu'il observe le jeûne de Ramadan. Laroui, le commentateur de la radio, fidèle serviteur des régimes qui se sont succédés en Tunisie depuis quelques dizaines d'années recommande la pratique du jeûne. Les horaires des administrations sont, en général, aménagés de telle manière qu'il est difficile pour un citoyen tunisien non-musulman — ça existe — de se soustraire à la pratique du jeûne. Les policiers regardent d'un air réprobateur le citoyen fumant ou buvant publiquement, si la couleur de sa peau ou son allure générale leur font croire que ce devrait être un bon musulman.

Bref, cette année, Ramadan reprend officiellement du poil de la bête. Que sont devenues ces folles années où, officiellement, le jeûne de Ramadan était furieusement dénoncé comme incompatible avec « la lutte contre le sous-développement », où « l'Islam débarrassé de toutes les scories anachroniques accumulées, sous la colonisation, par une société féodale décadente » était défini, à la Voltaire, comme l'ensemble des valeurs propres à faire un bon citoyen de la république, où les tentatives de faire damer le pion à une grande autorité religieuse de la république amenaient sous les feux de la rampe de la cérémonie de clôture de Ramadan un jeune laïc,

professeur de sociologie, dont les préoccupations recouvrent à la fois la psychanalyse du **hammad** et les problèmes psychosociologiques dans les mines de Gafsa...

Ceux qui croient, en Tunisie, au rôle progressiste de la bourgeoisie nationale ou à la marche inéluctable vers le « Progrès » diront, certainement, que tout ceci n'est pas très significatif : l'Islam étant profondément ancré dans les masses populaires, spécialement à la campagne, il est très compréhensible que la bourgeoisie au pouvoir consente momentanément un compromis. D'autant plus que, dans la conjoncture internationale, il serait maladroit pour la Tunisie de se séparer de ses corréligionnaires par quelque action réformatrice et par là de s'interdire de jouer un rôle « positif » dans le règlement des problèmes en suspens. Si donc on construit maintenant plus de mosquées que d'écoles, rien ne dit que demain ce ne sera pas l'inverse.

En fait les choses ne sont pas aussi simples. Pour s'en persuader, il suffit d'écouter les justifications que donnent ceux qui font Ramadan :

— Un bourgeois traditionnel : « Ramadan est une pratique religieuse qui me permet de sentir la faim du pauvre ? En quelque sorte, c'est une aumône. Si on avait été plus discipliné, nos rues ne seraient pas envahies de voyous, de chômeurs haineux... ».

— Un intellectuel conformiste : « Je fais Ramadan pour faire plaisir à mon père et ne pas me couper de mon peuple. D'ailleurs, j'éprouve un certain plaisir à sentir mon être progressivement envahi au cours de la journée par la douce euphorie de l'ascèse. J'aime aussi participer au grand renversement du rythme de la vie, que d'autres grandes civilisations ont proposé à leur manière ».

— Un jeune d'origine populaire, peu éduqué théologiquement : « Ramadan me fait du bien au foie : c'est un grand lavement intérieur comme la prière est un excellent exercice de gymnastique. D'accord, les bourgeois mangent durant la nuit pour trois jours et se lèvent à 11 heures, quand ce n'est pas pour remanger en cachette à 2 heures de l'après-midi, mais ça les regarde. De toute manière, comme j'ai déjà fait plusieurs fois Ramadan, je préfère continuer afin de ne pas perdre le bénéfice des précédents : un mois de jeûne par an, ce n'est pas terrible, tandis que l'enfer, s'il existe, pour l'éternité... ! ».

— Une femme pauvre et âgée, venue depuis peu de la campagne à la ville : « J'ai tout perdu en ce monde, dois-je aussi perdre le ciel ? Sans Ramadan, serai-je différente d'une bête ? A mes enfants je dis : « Vous ne vivrez pas comme moi, ne faites pas ça ». Mais ils ne me croient pas, ils écoutent leur père ».

Ainsi, à travers Ramadan, ce n'est pas le problème reconnaît qu'elle a complètement échoué dans la tâche se trouve posé, mais le problème du maintien d'un ordre social ancien ou celui de la survie morale de ceux qui, victimes de la destruction de l'ordre ancien (petits producteurs : paysans, commerçants, artisans) n'ont pu trouver de place dans l'ordre nouveau. En organisant dans les premières années de l'indépendance des campagnes anti-ramadan, anti-port du voile, etc..., la bourgeoisie marquait sa volonté de réformer l'idéologie et le comportement religieux, afin de faciliter son ascension économique et politique. Son grand dessein était alors d'élaborer un Dieu qui, non seulement condamnerait les formes anciennes d'adoration, mais se satisferait de voir la masse des fidèles attachée, sous la direction de quelques élus, à faire fructifier par un dur labeur le monde qu'il créa à leur intention.

En réhabilitant aujourd'hui Ramadan, la bourgeoisie reconnaît qu'elle a complètement échoué dans la tâche qu'elle s'était assignée. En effet, elle a été incapable de pousser son radicalisme réformateur jusqu'à proposer une indispensable laïcisation, pressée qu'elle était de récupérer les éléments religieux traditionnels pour mener à bien ses œuvres : ne proposa-t-elle pas « Allez, Imams, sur les chantiers de lutte contre le sous-développement pour interdire à la paresse de s'y établir », puis, se ravisant « Supprimons les chantiers de lutte contre le sous-développement ». Elle a été aussi incapable de se forger une base économique et sociale qui lui aurait permis de se consolider en tant que bourgeoisie nationale et indépendante, ce qui l'a conduit à ce triste résultat : se jeter dans les bras de l'impérialisme.

Or, il est bien évident, comme cela apparaît ailleurs qu'en Tunisie — Haïti, Indonésie, ... — que celui-ci, pour mieux saigner le pays qu'il « aide », est prêt, afin de maintenir l'ordre dans la cité, à permettre l'utilisation des formes d'oppression les plus réactionnaires.

Ainsi l'histoire de la Tunisie depuis l'indépendance montre avec éclat que l'ère des révolutions bourgeoises est bien terminée et qu'il n'y a aucune raison, la féodalité écrasée, de faire confiance à la bourgeoisie ou de spéculer sur son caractère de classe progressiste. Chancelante, elle choisit inévitablement, à peine arrivée au pouvoir, de s'allier avec l'impérialisme. Ses tentatives de réforme idéologique ne sont que le pâle reflet des combats menés par les idéologues bourgeois du XVIII^e siècle contre l'ordre féodal, et conduisent dans la pratique des bourgeois au ventre plein à parader devant ceux pour qui le jeûne dure toute l'année.

La plus élémentaire démocratie condamne à la fois les vexations et les persécutions qu'au nom d'une orthodoxie rationalisante subirent jusqu'à une date récente les croyants se réclamant de formes religieuses plus ou moins hérétiques ou anciennes, et la contrainte exercée aujourd'hui par l'Etat, au nom de la religion sous sa forme traditionnelle, sur les individus. Il faut rappeler qu'on ne lutte pas administrativement contre les croyances religieuses, car « toute mythologie maîtrise, domine les forces de la nature dans le domaine de l'imagination et par l'imagination, et leur donne forme : elle disparaît donc quand ces forces sont dominées réellement ».

APRES LE SEMINAIRE D'ALGER

Notre Groupe a été invité au Séminaire des Socialistes Arabes qui s'est tenu à Alger à partir du 28 mai 1967. Ce séminaire, décidé lors du voyage du Président Boumediène au Caire, devait permettre aux différentes forces socialistes des pays arabes de s'exprimer en toute franchise sur les voies du socialisme dans leur pays. Nous avons participé à ce séminaire, pour lequel nous avons préparé une intervention publiée depuis en brochure, pensant que, malgré toutes les réserves que le mode d'organisation de ce séminaire ne pouvait manquer de susciter, il y aurait là une occasion d'échanger des expériences et de débattre sérieusement de certains problèmes des socialistes arabes. Il faut dire d'emblée que ces espoirs ont été déçus, non seulement parce que notre délégué, à qui

on a tardivement donné un statut d'observateur, ne put intervenir, mais aussi parce que, visiblement, il ne s'agissait pas réellement d'un séminaire socialiste.

Tout d'abord, en ce qui concerne la composition des délégations, la sélection appelle certaines remarques : bien que l'on ait invité des socialistes de diverses tendances, même extra-gouvernementaux originaires de pays où le régime se dit « socialiste », on a eu moins de scrupules à inviter ceux des pays aux régimes réactionnaires que ceux qui risquaient de mettre en cause le caractère socialiste des « régimes progressistes » ou d'autres délégations « progressistes ». Au point de vue des participants, la confusion la plus grande règne, puisqu'on retrouve, sous l'emblème socialiste, des gens de toutes tendances, avec prédominance de socialistes petit-bour-

geois. Le socialisme n'était pas défini au départ, et visiblement, le premier problème à affronter aurait dû être de le définir.

Mais cette définition aurait gêné beaucoup de monde, et avant tout les organisateurs du séminaire, le F.L.N. algérien et l'Union Socialiste Arabe. Outre qu'elle aurait pu remettre en cause les affirmations de ces partis, cette définition eût obligé à déplorer l'absence des militants socialistes des pays arabes, et en premier lieu de l'Algérie, qui croupissent dans les prisons sans que personne ne les détende réellement. A ce point de vue, la défense d'authentiques socialistes emprisonnés comme Harbi et ses camarades, le séminaire a été une véritable trahison ; pire la caution que sa tenue et son silence ont donné au régime de Boumedienne montre bien que, si le mot socialisme a beaucoup été dit, il n'est généralement pas autre chose qu'un alibi, que la solidarité qu'auraient dû développer des socialistes arabes n'est qu'un vœu auquel on renonce dès que des intérêts acquis sont en cause.

Dès lors on peut imaginer le déroulement du séminaire et en comprendre la signification réelle. C'est la courtoisie qui a dominé les débats et spécialement, à l'égard de l'Algérie et de l'Égypte, dont les délégations rivalisaient d'auto-satisfaction, d'auto-félicitations sur leurs voies respectives de « socialisme » et d'inter-congratulations. Derrière le vide ou la pauvreté de la plupart des interventions, spécialement celles des maghrébins, ou les affirmations de principe, manifestement contredites par leur pratique, sur le socialisme et l'anti-impérialisme remplacent l'analyse sérieuse des problèmes, il faut voir l'inexistence d'un socialisme véritable, et même l'inexistence d'une véritable conscience d'avoir un devenir commun ou des problèmes communs. Personne n'a tenté de faire le bilan des expériences des mouvements socialistes d'aucun pays arabe, le passé a été soigneusement omis, ce qui a évité à certains de faire leur autocritique, et qui a du même coup blanchi d'autres. A partir de là, rien de sérieux ou de créateur ne pouvait être dit sur le contenu et les voies de l'Unité arabe, ou sur celle du Maghreb, rien de révolutionnaire sur les voies du socialisme, à peu près rien sur les méthodes de lutte, hormis l'exposé du Cheik Tariki sur l'utilisation du pétrole comme arme de combat, exposé dont les accents révolutionnaires ont visiblement effrayé les délégations, qui n'y revinrent pas.

Il était manifeste que le but réel du séminaire était, après celui du Caire qui avait commencé, de donner un label « socialiste » authentifié par diverses tendances aux régimes algérien et égyptien. Il s'agissait donc, **fondamentalement**, d'une manœuvre contre-révolutionnaire visant à faire cesser toute possibilité de contestation de gauche de ces régimes et à regrouper sur leurs bases les forces, intérieures ou arabes, se réclamant du socialisme. Il suffit de se reporter aux exhortations de Lotfi El Khouli, réd. en chef d'Ettalia, qui appelait les communistes à rejoindre organiquement les « régimes progressistes » pour voir à quel point il s'agissait de « raccoler » dans la confusion, sans se soucier le moins du monde des principes révolutionnaires ou des intérêts des masses. La présence de délégations communistes arabes a montré que ces dernières étaient ouvertes à de telles propositions, ce que nous ne pouvons que regretter. Seuls les communistes soudanais ont réaffirmé des principes justes en matière de front uni et d'autonomie dans le Front. Nous ne sommes pas en mesure de juger la politique réelle pratiquée par ces

camarades dans le Front Soudanais, mais si elle correspond à ces principes, elle nous semble la voie à suivre : l'existence et le maintien d'une organisation révolutionnaire véritable et son travail en commun au sein d'un Front, avec toutes les tendances progressistes ou les classes alliées de la révolution en vue d'accélérer la révolution socialiste, c'est-à-dire la dictature du prolétariat.

D'une manière générale, les participants au séminaire d'Alger veulent ignorer les luttes de classes et l'insertion de ces luttes au cœur même de la bataille contre l'impérialisme. C'est ce qui les a amenés, quasi unanimement, à soutenir sans la moindre réserve, sans le moindre avertissement, sans le moindre appel réel aux masses, la politique de Nasser à la veille du conflit du 5 juin. C'est ce qui leur a fait prêcher l'unité nationale, l'unité de tous les peuples arabes, derrière Nasser, alors même que cette unité n'a aucune signification réelle, qu'elle est au mieux un mythe, au pire une trahison des classes laborieuses. Avoir cru Nasser capable de diriger la lutte des masses arabes contre Israël et l'impérialisme est la preuve du manque de discernement et de l'absence de principe de ces « socialistes ». Pour nous, ce séminaire est une démonstration supplémentaire de la faiblesse ou de l'absence de véritables organisations socialistes arabes, de véritables partis révolutionnaires.

Quelles conclusions tirer de ce séminaire ? D'abord que nous pensons être sur la voie juste en affirmant que sans un parti marxiste-léniniste, il ne peut y avoir de révolution socialiste et que celle-ci signifie **obligatoirement** la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et la constitution de la dictature du prolétariat, toutes choses impossibles à réaliser en dehors des masses. Il importe plus que jamais, pour les véritables socialistes arabes, d'analyser réellement, profondément, au moyen du marxisme-léninisme, la situation de leur pays. Sinon, ils risquent de rester à la traîne de ceux qui, sous couvert de « progressisme » et de « socialisme », perpétuent l'exploitation des masses et accélèrent la pénétration impérialiste. On peut concevoir une alliance, ou un front des forces progressistes, mais il est indispensable de le faire dans le respect des principes, en tenant compte des leçons magistrales que nous ont données la révolution russe et la révolution chinoise : sans parti révolutionnaire, pas de révolution, sans autonomie du parti au sein du front, pas de front.

Si d'autres rencontres doivent avoir lieu, il faut que cela se passe sur une base révolutionnaire réelle. « Moins mais mieux », telle est notre opinion, tel devrait être le mot d'ordre des socialistes authentiques des pays arabes, de tous ceux qui veulent rejeter les vaines phraséologies et diriger la lutte victorieuse du prolétariat.

Ne détruisez pas ce journal

Donnez-le ou expédiez-le

à un Ami

Ainsi vous aurez fait un

ACTE MILITANT